



**PRÉFÈTE  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CC DU MASSIF DU VERCORS**

lieu-dit Le Fenat  
38250 Villard-De-Lans

Références :Is052TS1  
Code AIOT : 0006107541

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement CC DU MASSIF DU VERCORS implanté lieu-dit Le Fenat 38250 Villard-de-Lans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CC DU MASSIF DU VERCORS
- lieu-dit Le Fenat 38250 Villard-de-Lans
- siège social : 19 chemin de la Croix Margot, Maison de l'intercommunalité 38250 Villard-De-Lans
- Code AIOT : 0006107541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur le site « Le Fenat » de Villard-de-Lans, la Communauté de Communes du Massif du Vercors (CCMV) exploite un complexe dédié à la gestion des déchets et des eaux usées, autorisé par arrêté

préfectoral n°2010-08783 en date du 29 novembre 2010.

Parmi les installations situées sur le site, la station d'épuration, les installations de méthanisation et la plateforme de compostage font l'objet d'une gestion déléguée à la SOGEA. La station de transit des ordures ménagères et la déchetterie sont quant à elles gérées directement par la CCMV.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2024, La CCMV possède la compétence en eau assainissement.

La CCMV souhaitait améliorer les conditions d'exploitation de la station de transit des ordures ménagères existante en construisant un nouveau bâtiment à l'intérieur des limites d'exploitation actuelles, dont la mise en exploitation a été réalisée fin 2019. Séparé en alvéoles couvertes, il est destiné au transit et regroupement des ordures ménagères, de verre, de papiers, de cartons et d'emballages issus du tri sélectif. Un projet de réaménagement de la déchetterie est également prévu à moyen terme.

Un premier dossier de porter à connaissance datant de février 2017 a été transmis au préfet, il a fait l'objet d'une demande de compléments par courrier du 26 février 2018. Un dossier indice 2 daté de septembre 2018 a ainsi été transmis en réponse.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Admission et sortie	Arrêté Ministériel du 31/12/2021, article 29-3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Contrôle biogaz de l'installation de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 2.10.24 et Arrêté ministériel du 12/08/2010 – article 48	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 1.2.1	Sans objet
2	Méthanisation	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 2.10.1	Sans objet
5	Règles d'exploitation de l'unité de compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 2.71- alinéa 15	Sans objet
6	Surveillance de la méthanisation	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 2.10.22	Sans objet
7	Compostage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2012, article 26	Sans objet
8	Compostage	Arrêté Ministériel du 20/02/2012, article 27	Sans objet
9	programme de surveillance de ses rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Sans objet
10	Track déchets	Code de l'environnement du 24/12/2024, article R541-45	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 29 novembre 2024 avait pour objectif de suivre l'évolution des non-conformités constatées lors de la précédente inspection réalisée en avril 2021. L'exploitant a mis en conformité l'ensemble des prescriptions constatées comme non conformes, à l'exception d'un point concernant l'agrément pour le lactosérum, faisant l'objet du constat n°3.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 1.2.1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative				
<b>Prescription contrôlée :</b>  Se reporter à l'article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral susvisé.				
<b>Constats :</b> Ci-dessous le tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement extrait du dossier de porter à connaissance de 2018 en cours d'instruction par le service de l'Inspection.				
Désignation des installations	Volume de l'activité	Rubrique	Régime	Références réglementaire
Collecte de déchets apportés par le producteur initial 1. Collecte de déchets dangereux	30 tonnes	2710-1	A	AP du 29/11/2010
Méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	55 tonnes / jour	2781-2	E	AM du 12/08/2010
Collecte de déchets apportés par le producteur initial 2. Collecte de déchets non dangereux	4 350 m <sup>3</sup>	2710-2	E	AM du 26/03/2012
Compostage de déchets non	A définir : (4,7 tonnes / jour?)	2780-2	E	AM du 24/04/2012

dangereux ou matière végétale				
Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	200 m <sup>3</sup>	2714	D	AM du 6/08/2018
Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	600 m <sup>3</sup>	2716	DC	AM du 6/08/2018
Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux	150 t/j	2794	E	AM du 6/08/2018 différent de l'AM pour déclaration)

Evolution relative à la rubrique 2781 : La quantité des boues de la station d'épuration méthanisées est de 13 tonnes par jour, et la quantité de lactosérum traité par le méthaniseur varie entre 10 et 12 tonnes par jour.

À ce jour, les graisses issues de la restauration ne sont pas encore admises dans l'installation.

Un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction auprès de l'Inspection.

Evolution relative à la rubrique 2780-3 : lors de la précédente inspection (29/04/2021), l'Inspection a noté la généralisation du tri à la source, et par conséquent, les biodéchets devraient augmenter à l'horizon 2025.

À ce jour, les biodéchets ne sont pas compostés sur place. Cependant, l'exploitant envisage de développer cette activité sur son site d'ici trois ans.

La filière de traitement de ces déchets est METRON.

Le volume maximal de déchets compostés est de 25 tonnes par jour. L'exploitant a indiqué que le site réceptionnait en moyenne deux tonnes de déchets verts par jour (avec un maximum de 5 tonnes). Une fois par semaine, ces déchets sont compostés, ce qui représente un maximum de 25 tonnes.

Les déchets compostés sont : les déchets verts et les boues issues de la méthanisation (composées de lactosérum et de boues de la station d'épuration gérée par la CCMV).

Evolution relative à la rubrique 2910 : L'exploitant a précisé que la chaudière de secours, d'une puissance thermique de 560 kW, est peu utilisée. Elle est mise en route une fois par mois pour vérifier son fonctionnement, ce qui représente moins d'une heure, et une demi-journée par an lors de la maintenance de la chaudière à cogénération. Elle fonctionne ainsi moins de 500 heures par an. Par ailleurs, l'exploitant a informé l'Inspection que cette chaudière servirait, pendant environ un an, de chaudière principale, le temps de la maintenance décennale de leur digesteur.

Evolution relative à la rubrique 2710-2: l'exploitant a informé l'Inspection, qu'actuellement le site collectait :

- 14 tonnes de déchets dangereux ;
- 5 tonnes d'amiantes ;
- des déchets d'équipements électrique et électronique (DEEE)

Evolution relative à la rubrique 2714 : l'exploitant a informé l'Inspection que le site collecte actuellement 200 m<sup>3</sup> de déchets dans leur fosse à cartons.

Evolution relative à la rubrique 2716 : l'exploitant a informé l'Inspection que le site collecte actuellement 800 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux non inertes. Ce volume est supérieur à celui de l'activité déclarée dans le dossier de portée à connaissance. Néanmoins, il reste inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>, ce qui ne modifie pas le classement de cette rubrique.

Evolution relative à la rubrique 2794 : l'exploitant a informé l'Inspection que le site traite actuellement 200 tonnes par jour de déchets végétaux (375 t/j sont déclarées dans le dossier de portée à connaissance).

Il a également indiqué qu'un gros broyeur était mis à disposition du site 3 à 4 fois par an, et qu'il fonctionnait pendant une vingtaine d'heures à chaque séance de broyage. Les déchets verts sont d'abord stockés sur le site (environ 1 000 m<sup>3</sup>), puis, une fois broyés, ils sont compostés dans les andains.

Evolution relative à la rubrique 2710-1 : L'exploitant a informé l'Inspection que le site collecte actuellement :

- 1000 m<sup>3</sup> de déchets verts ;
- Une benne de 35 m<sup>3</sup> de bois ;
- Une benne de 35 m<sup>3</sup> de cartons;
- Une benne de 35 m<sup>3</sup> d'encombrant;
- Une benne de 35 m<sup>3</sup> de ferraille;
- Une benne de 35 m<sup>3</sup> de pneu;
- Une benne de 35 m<sup>3</sup> contenant du mobilier;
- Une benne de 15 m<sup>3</sup> de gravats. L'exploitant a insisté sur le fait que cette dernière était fermée dès lors que les deux tiers sont atteints;

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Méthanisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 2.10.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de mesures

**Prescription contrôlée :**

« l'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit.....Ces dispositifs sont étalonnés a minima une fois par an »....

**Constats :**

**Rappel du constat établi lors de la précédente inspection, le 29 avril 2021 :**

« L'exploitant a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure n° 2014202-0044 du 21 juillet 2014, la quantité de biogaz produit n'étant pas mesurée. L'exploitant y a répondu en mettant en place en juillet 2015 quatre débitmètres : un sur chacun des trois consommateurs (chaudière, cogénération et torchère) et un à la production.

Or l'exploitant a identifié un problème de fiabilité des installations de comptage. Par exemple, en juin 2016, la somme des volumes comptés sur les trois consommateurs était supérieure au volume compté à la production. Le prestataire les ayant installés est intervenu à plusieurs reprises sur le site, sans que le problème ne soit résolu. Un litige oppose désormais l'exploitant au fournisseur. Lors de l'inspection de 2019, aucune solution n'avait été trouvée. Dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public, la CCMV a intégré au cahier des charges de disposer d'un système opérationnel. SOGEA ayant remporté le marché, il s'est engagé à mettre en place un débitmètre fonctionnel d'ici fin 2021. L'exploitant a par ailleurs apporté les justifications dans le courrier du 24 janvier 2020 indiquant que la conduite des installations sans débitmètre était néanmoins possible. L'installation de méthanisation disposera d'un débitmètre opérationnel.

Conclusion : non-conformité »

**Constat du 29/11/2024:**

L'exploitant a indiqué que le débitmètre installé par le nouveau prestataire en août 2021 est fonctionnel. Il a également précisé que ce débitmètre est étalonné chaque année. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification, qui portait sur une vérification fonctionnelle ainsi que sur le suivi de l'état du débitmètre. Le prestataire n'a émis aucune remarque. L'Inspection a également consulté le rapport de vérification de 2023, et aucune remarque n'y a été formulée. »

La prescription est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Admission et sortie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/12/2021, article 29-3

**Thème(s) :** Autre, agrément pour le lactosérum

**Prescription contrôlée :**

[...]

dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, l'indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier;

[...]

**Constats :**

**Rappel du constat établi lors de la précédente inspection, le 29 avril 2021 :**

« L'inspection réalisée en 2019 indiquait : « L'installation de méthanisation reçoit le lactosérum issu de la laiterie voisine, activité nécessitant un agrément « sous-produits animaux » délivré par la DDPP1. L'exploitant indiquait à l'inspection en mai 2017 que le dossier de demande d'agrément était en cours de rédaction. Pour autant, il n'a pas été en mesure de le présenter le jour de l'inspection. Demande d'action corrective n°2 : l'exploitant devra démontrer qu'il dispose de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n°1774-2002 - délai 3 mois. » L'exploitant a présenté un dossier de demande d'agrément sanitaire datant de septembre 2018. Il a indiqué lors de l'inspection que des échanges ont lieu avec la DDPP et qu'une visite des installations a été faite en juillet 2020. L'inspection rappelle l'importance de disposer de l'agrément dans les meilleurs délais afin de pouvoir lever la non conformité. Il a été en outre indiqué lors de l'inspection que l'agrément sanitaire devra probablement être amendé avec l'augmentation des volumes de lactosérum pris en charge.

<p><i>Disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement CE n°1774-2002</i><b>Conclusion : non-conforme ».</b></p> <p><b>Constat du 29/11/2024:</b></p> <p>Suite au constat du 29 avril 2021, l'exploitant a déposé une demande d'agrément le 6 août 2021 auprès des services de l'Inspection, qui a demandé des compléments d'information. Depuis cette date, le service concerné par le suivi de cette activité a subi plusieurs changements importants dans ses effectifs, notamment en raison de l'épisode du COVID et du transfert des compétences en matière d'eau et d'assainissement à la communauté de communes (effectif au 1er janvier 2024), ce qui a entraîné une forte augmentation de la charge de travail en 2023 et 2024. En conséquence, le dossier d'agrément n'a pas pu avancer. Par ailleurs, le digesteur approche de sa maintenance décennale, et sa vidange est programmée pour le printemps 2026. L'exploitant souhaite attendre l'inspection du digesteur pour affiner l'évaluation de l'impact du lactosérum sur ce dernier, afin de déterminer les quantités admissibles. Étant donné qu'aucun lactosérum ne sera introduit dans le méthaniseur entre avril 2026 et octobre 2026, l'exploitant souhaiterait profiter de cette période pour demander l'agrément. L'Inspection insiste sur l'importance de disposer de cet agrément dans les plus brefs délais, deux mois au maximum, ce qui n'empêchera pas d'affiner les quantités de lactosérum utilisées après les études complémentaires durant la maintenance décennale.</p> <p>La prescription est non-conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>disposer de l'agrément et le mettre à disposition de l'Inspection dès que le digesteur sera de nouveau en fonctionnement, au quatrième trimestre 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale. Délai 2 mois</p>
<p><b>N° 4 : Installation de méthanisation</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 2.10.24 et Arrêté ministériel du 12/08/2010 – article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures quotidiennes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté Préfectoral du 29/11/2019 : article 2.10.24</p> <p>« La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesuré au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. La mesure de la teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S est effectuée au minimum une fois par jour. Les résultats de ces mesures sont enregistrés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>AM du 12/08/2010 - article 48</p> <p>« ... Composition du biogaz et prévention de son rejet.</p> <p>Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.</p> <p>La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.</p>



La teneur en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.

**Constats :**

**Rappel du constat établi lors de la précédente inspection, le 29 avril 2021 :**

"Ce point a fait l'objet d'une vérification par l'inspection. L'exploitant a indiqué que la mesure quotidienne était initialement réalisée par un appareil portatif. Une baie d'analyse de mesure en continu des paramètres CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S a été mise ensuite en place, elle était étalonnée annuellement par le fournisseur. Or celui-ci est le fournisseur du débitmètre avec lequel l'exploitant est en litige, il refuse de se rendre sur le site. La baie d'analyse n'ayant pu être étalonnée selon l'échéance requise, elle n'est plus en fonctionnement. L'appareil utilisé précédemment a ainsi été envoyé pour étalonnage chez le fournisseur anglais et devrait être opérationnelle pour le mois de mai. L'exploitant a indiqué que la mesure quotidienne de CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S n'a pas été réalisée depuis le mois de décembre 2020. Or la mesure de ces deux paramètres permet de piloter le méthaniseur et de détecter une éventuelle dérive. Par exemple, l'augmentation d'H<sub>2</sub>S dans le biogaz pourrait induire une corrosion des équipements. L'exploitant insiste sur le caractère imprévu du refus par le fournisseur de venir étalonner la baie d'analyse. Pour autant, la prescription devant être quotidienne, l'inspection alerte l'exploitant sur la nécessité de disposer en tout temps d'un matériel de secours afin de pouvoir suivre ce paramètre quel que soit l'aléa."

**Constat du 29/11/2024:**

L'exploitant a expliqué être toujours en litige avec le prestataire FUGI, qui a fourni la chaîne de mesure du biogaz. Ce dernier refuse toujours de se déplacer sur le site, ce qui empêche l'étalonnage et la maintenance de l'équipement. En conséquence, l'exploitant a décidé d'envoyer cette chaîne de mesure à ce dernier en septembre 2024 pour qu'il réalise la maintenance et l'étalonnage nécessaires.

Cependant, cette démarche ne pourra être effectuée chaque année, car elle est lourde et coûteuse. En attendant le retour de ce matériel, et ce depuis 2021, l'exploitant suit la pression en continu du CH<sub>4</sub> à l'aide du débitmètre et mesure quotidiennement le H<sub>2</sub>S avec un appareil portatif. Cette solution n'étant pas pérenne, l'exploitant attend de pouvoir résoudre le litige afin d'envisager le remplacement de la chaîne de mesure et du fournisseur. Il fait de son mieux pour répondre aux exigences de la prescription mentionnée ci-dessus.

Par ailleurs, lors de la visite sur site, l'Inspection a pu constater sur le terminal du débitmètre le suivi en continu de la pression du biogaz CH<sub>4</sub>. L'exploitant a également présenté le tableau dans lequel les relevés quotidiens de mesure du H<sub>2</sub>S sont consignés.

Néanmoins l'exploitant ne répond toujours pas à l'obligation d'avoir un équipement qui permet de mesurer le taux de CH<sub>4</sub> et qui soit contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les trois ans et il ne doit pas attendre la fin d'un litige qui peut encore durer longtemps pour y remédier.

La prescription est non conforme.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Lettre préfectorale. Délai 4 mois

## N° 5 : Règles d'exploitation de l'unité de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 2.71- alinéa 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  « La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains. »
<b>Constats :</b>  <b><u>Rappel du constat établi lors de la précédente inspection, le 29 avril 2021 :</u></b> « Lors de la visite d'inspection, un stock (produits finis) présentait une hauteur d'environ 4,50 m (mesure approximative). Conclusion : non-conforme. Respecter une hauteur maximale de 3 m pour l'ensemble des stocks de compost. » Respecter une hauteur maximale de 3 m pour l'ensemble des stocks de compost. Conclusion : non-conforme » <b><u>Constat du 29/11/2024:</u></b> L'exploitant a indiqué avoir dessiné une ligne jaune à 3 mètres de hauteur afin que les agents s'arrêtent dès que les andains atteignent cette limite. Lors de la visite sur site, l'Inspection a constaté que les andains étaient à la limite de la ligne jaune. L'Inspection insiste sur la nécessité de ne pas dépasser cette limite.  La prescription est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Surveillance de la méthanisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 2.10.22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Programme de maintenance préventive
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral du 29/11/2010 article 2.10.22 : « un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (soupapes, alarmes, détecteur de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'appareil. »  Arrêté ministériel du 12/08/2010 article 35 alinéa 2 Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. « Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme <b>est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation</b> , en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le

contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. [...]

**Constats :**

**Rappel du constat établi lors de la précédente inspection, le 29 avril 2021 :**

"L'inspection a demandé a vérifié par sondage la maintenance appliquée à divers équipements, ce point est conforme mais fait l'objet d'une observation. Bien que l'exploitant semble maîtriser la maintenance de ses installations, l'inspection remarque que le traçage de cette maintenance n'est pas suffisamment ergonomique pour vérifier par la suite que les opérations de maintenance ont bien été conduites, les informations apportées y étant trop nombreuses et variées. En effet, il est réalisé sur un carnet de bord papier reprenant les opérations de toutes sortes effectuées chaque jour. L'exploitant indique qu'il avait prévu de faire évoluer la traçabilité pour que chaque équipement concerné par le programme de maintenance préventive dispose de sa fiche sur un carnet de bord en format informatique. L'inspection alerte de plus l'exploitant sur la nécessité de disposer d'une organisation permettant de ne pas manquer une occurrence dans le cas de maintenance périodique, le système actuel fonctionnant uniquement sur les compétences et la mémoire des opérateurs. Conclusion : observation"

**Constat du 29/11/2024:**

L'exploitant a présenté le programme de maintenance préventive des dispositifs assurant l'étanchéité des équipements, conformément à l'arrêté préfectoral.

Ce programme est dématérialisé et se présente sous forme de tableur dans lequel figurent les informations suivantes : le type de contrôle, le nom de l'intervenant, le détail de l'intervention, la date du dernier contrôle, et la date du futur contrôle. La dernière maintenance de ces équipements a été réalisée le 7 octobre 2024. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué réaliser un test d'étanchéité tous les 6 mois.

La prescription est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Compostage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/02/2012, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Information préalable sur les matières à traiter.

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

**Constats :**

<p>L'exploitant a présenté la convention qu'il a signée avec la coopérative Vercors Lait, située à proximité de l'exploitation. Cette convention définit les règles, notamment celles concernant les sérums issus de la fabrication, qui seront envoyés vers le digesteur par pompage directement depuis le site de production de lactosérum. Bien qu'aucune précision ne soit donnée sur la qualité du lactosérum, un article de la convention stipule que des analyses peuvent être demandées. L'exploitant a précisé qu'il en fait une chaque année.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir formalisé de cahier des charges pour la station d'épuration, car c'est la CCMV qui en assure la gestion. Toutefois, l'Inspection a demandé à la CCMV d'établir un document, de type "information préalable", dans lequel la qualité attendue des boues serait précisée, notamment en raison de leur potentiel retour au sol.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait de rédiger un cahier des charges et une information préalable à l'intention des restaurateurs lorsque l'installation sera en mesure de traiter les graisses.</p> <p>La prescription est conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Établir un document de type information préalable, dans lequel la qualité attendue des boues est décrite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Compostage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/02/2012, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres d'admission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Chaque admission de déchets donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable établi en application de l'article 26. Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission, et d'un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.</p> <p>« Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée.</p> <p>« Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des biodéchets fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.</p> <p>« Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ; - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ; - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ; - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>« Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de</p>

<p>retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural et de la pêche maritime.</p> <p>« Le mélange de divers déchets ou le retour des composts en tête de traitement dans le but de diluer les polluants ou indésirables est interdit. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Etant donné que les boues compostées sont issues de la méthanisation réalisée sur le site en amont du compostage, la méthanisation étant elle-même réalisée à partir des boues provenant exclusivement de la step voisine, l'exploitant ne procède pas à des contrôles de conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Déchetterie :** programme de surveillance de ses rejets dans l'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de ses rejets dans l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection que toutes les eaux de ruissellement des voiries et des toitures étaient redirigées vers un déboureur avant d'être rejetées vers la STEP. L'exploitant a indiqué analyser ces rejets afin de s'assurer qu'aucune pollution ne vienne perturber la station d'épuration. Les analyses n'ont pas pu être présentées le jour de l'inspection. L'Inspection demande à l'exploitant de mettre ces résultats à disposition de l'Inspection. Ce point sera abordé lors d'une prochaine inspection.</p> <p>La prescription est conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Track déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/12/2024, article R541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, track déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant renseigne Track déchets, il est constaté, entre autres, sur le site Track déchets l'élimination :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des déchets pâteux et solides inflammables</li> <li>• des déchets acides</li> <li>• des déchets basiques</li> <li>• ...</li> </ul> <p>La prescription est conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>